



Budget Macron-Lecornu-Geffray : 1 891 postes en moins dans les écoles publiques !

Notre fédération, la FNEC FP-FO, a dénoncé le dispositif d'enfumage mis en place par le gouvernement Lecornu-Geffray, minoritaire, illégitime, ne devant sa survie qu'à des combines politiciennes abjectes, pour supprimer des milliers de postes d'enseignants devant élèves.

Dans ce cadre, les écoles publiques devraient à nouveau payer un lourd tribut face à la volonté constante du président Macron, par l'intermédiaire de l'ensemble de ses gouvernements, de s'en prendre à tous nos acquis sociaux, à tous les services publics, pendant qu'il double le budget militaire durant ses deux quinquennats, celui-ci passant de 32 milliards d'€ en 2017 à 64 milliards d'€ en 2027.

Que lit-on en effet dans l'annexe au projet de loi de finances pour 2026 ?

1 615 emplois supplémentaires devraient être créés dans le 1^{er} degré mais 3 506 emplois seront consacrés à la mise en place de la réforme des concours. Rappelons qu'en 2026, le concours aura lieu l'année de licence (Bac +3) et que les lauréats seront fonctionnaires élèves en formation durant l'année de Master 1 (Bac +4), ce qui occasionne donc un coût de 3506 emplois.

L'annexe au projet de loi de finances est donc obligée d'indiquer que ce seront finalement 1891 postes d'enseignants devant élèves qui seraient supprimés à la prochaine rentrée dans les écoles publiques.

1891 postes supprimés, cela signifie une nouvelle avalanche de fermetures de classes !

1891 postes supprimés, cela signifie toujours moins d'enseignants remplaçants pour suppléer les personnels absents !

1891 postes supprimés, cela signifie toujours moins d'enseignants spécialisés pour prendre en charge les élèves à besoins particuliers, toujours moins de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux !

Et, comme l'indique le communiqué de la FNEC FP-FO, que penser de l'annonce de la création de 1 200 emplois d'AESH ? Déjà la prétendue création de 2 000 emplois d'AESH dans le budget Bayrou en 2025 s'est avérée être une mystification et les demandes d'accompagnement des élèves en situation de handicap exprimées par les personnels et les parents d'élèves se heurtent le plus souvent dans les départements au refus des IA-DASEN !

Le SNUDI-FO, avec sa fédération, n'accepte pas cette saignée inédite dans les écoles.

Il exige l'abandon immédiat du budget Lecornu, l'annulation des suppressions de postes et les créations de postes nécessaires. Il invite les personnels à se réunir pour décider de toutes les initiatives pour faire aboutir ces revendications et préparer une riposte à la hauteur de cette nouvelle agression que subit l'Ecole publique.

La FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève jusqu'au 21 décembre 2025.

Montreuil, le 17 octobre 2025